



## Compte rendu du CHSCT-D exceptionnel du 8 novembre 2019

Un CHSCT départemental extraordinaire s'est tenu vendredi 8 novembre, à la demande des organisations syndicales FSU, UNSA, FO pour traiter de :

- la souffrance au travail dans le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré
- la Direction d'école

Présidé par Nicole NOILHETAS (Inspectrice d'académie par intérim) et Peggy VOISSE, secrétaire générale. Etaient également présents pour l'administration :

- Bernadette ROUX, médecin de prévention
- Isabelle COUDERT, assistante sociale des personnels
- Nathalie AVININ, assistante prévention
- Christian LACHAUD et Pascal JOUVE, conseillers de prévention

Organisations syndicales représentées : FSU, UNSA, FO

Dans sa déclaration liminaire, la FSU a rappelé que l'académie de Clermont n'était hélas pas épargnée par l'accroissement de la souffrance au travail. Burn out, propos suicidaires, alertes ou tentatives de suicides, arrêts pour dépression, épuisement mental et physique, perte de sens, etc... Les manifestations de la souffrance au travail se généralisent et elles concernent tous les secteurs de l'Institution : directeurs et directrices d'écoles, professeurs, AESH, personnels administratifs, vie scolaire, cadres...

Les causes de cette souffrance au travail sont multiples (liste non exhaustive) mais clairement identifiées :

- dérives managériales (autoritarisme, pressions, propos blessants) ;
- sentiment d'être méprisé, manque de soutien, manque de reconnaissance ;
- injonctions contradictoires, perte de sens ;
- réformes incessantes et imposées ;
- Pression aux résultats ;
- travail empêché et remise en cause de la liberté pédagogique ;
- surcharge de travail, multiplication des réunions de travail ;
- effectifs pléthoriques, suppressions de postes, compléments de services... ;
- dévalorisation salariale, retards de paiement (AESH) ;
- précarité (contractuels enseignants, AESH...) ;
- etc...

Les organisations syndicales sont intervenues sur toutes ces thématiques et ont fait des propositions concrètes pour améliorer les conditions de travail des personnels et prévenir les suicides.

## Direction d'école

Le ministère va adresser un questionnaire anonyme à tous les directeurs et directrices. Ce questionnaire servira de base à la tenue des réunions organisées par les IEN.

Les organisations syndicales ont déjà procédé à des analyses et portent des revendications. Elles demandent qu'un calendrier soit élaboré pour permettre les décharges de direction des écoles de moins de 4 classes, la création d'un vrai métier d'aide à la direction, la dispense d'APC pour tous les directeurs et toutes les directrices, l'allègement des tâches des directeurs, l'augmentation des délais de réponse, l'envoi direct des mails aux intéressés sans passer par la direction, que l'intérim de direction soit rémunéré dès le 1<sup>er</sup> jour.

Les organisations syndicales ont également porté la question de la rédaction des PPMS, PAI, protocole d'urgence par le directeur ou la directrice. L'administration a par ailleurs été informée que [15 mesures d'urgence pour la direction d'école](#) sont préconisées par le SNUipp-FSU.

## Remplacement

Le manque de moyens pour assurer les remplacements a été dénoncé. Un avis a été voté à l'unanimité par les organisations syndicales pour demander le recrutement d'emplois statutaires de remplaçants.

## AESH

La précarité des emplois d'AESH a été dénoncée. Les améliorations salariales demandées depuis longtemps doivent être actées. Le métier doit être reconnu. Il faut limiter le nombre d'élèves par AESH.

Les Actions Sociales d'Initiative Académique (ASIA), sont ouvertes aux AESH.

[En savoir plus sur les prestations](#)

## Hiérarchie

Les organisations syndicales demandent le soutien de la hiérarchie face aux parents. Elles dénoncent un management autoritaire qui dépossède les personnels de leur expertise. L'administration doit faire confiance aux personnels en accordant les autorisations d'absence demandées, les compensations demandées pour récupérer du temps lorsque les équipes sont engagées dans des projets liés au fonctionnement des établissements scolaires (dispense d'APC, d'animations pédagogiques...).

## Protection fonctionnelle

Les organisations syndicales ont rappelé leur attachement à la protection fonctionnelle en soutien aux agents et demandé qu'une communication soit faite en ce sens, en direction des inspecteurs et des chefs d'établissement.

## Frais de déplacement

Les organisations syndicales ont demandé le paiement rapide des frais de déplacement des personnels itinérants. L'administration conseille aux collègues de faire les déclarations mensuellement.

## Temps partiels

Demande a été faite pour que les journées de formation pour les temps partiels soit rémunérées.

## Effectifs

Les effectifs d'élèves par classe doivent être réduits substantiellement en tenant compte du fait que tous les établissements accueillent des enfants à besoins éducatifs particuliers. Le nombre d'enseignants spécialisés et des RASED doit être augmenté.

## Ecoles rurales

La crainte de fusions d'école lors de la prochaine carte scolaire a été exprimée.

## Evaluations PPCR

Les organisations syndicales ont demandé que les appréciations pour les collègues promouvables à la hors-classe et qui ne bénéficient pas de rendez-vous de carrière ne soient pas figées mais puissent être révisées. Elles ont dénoncé la souffrance et le découragement engendrés par des appréciations vécues comme injustes.

## Formation

Une réelle formation sur les temps de service en dehors des vacances scolaires, en fonction des besoins exprimés (hétérogénéité, handicap, gestion de classe...) doit être mise en œuvre pour tous les personnels.

## Services médico-sociaux

Quelle action de l'Inspecteur d'académie pour faire reconnaître les difficultés de l'école quand il n'y a pas de place dans les services médico-sociaux ? Demande qu'une clarification des moyens avec l'ARS (Agence régionale de la Santé) soit effectuée et que des formations croisées soient possibles.

## Médecins du travail et psychologue du travail

Les organisations syndicales en demandent le recrutement.

Des visites systématiques sont organisées par les médecins de prévention et l'infirmier nouvellement recruté. Toute visite médicale demandée par un personnel doit être acceptée.

Toute personne qui le souhaite peut prendre rendez-vous avec un médecin auprès du secrétariat médical. (Tél. : 04.73.99.32.88 ou 32.89)

## Prochains CHSCT

Sur les thématiques de la direction d'école avant le 5 décembre, puis de l'école inclusive, des AESH, enfin de la maternelle.

Les élus de la FSU,  
Régine DUMAS, Nathalie TRICOT et Fabien CLAVAUD

---

## Fédération syndicale Unitaire du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND  
Tél 04.73.31.24.83 ✉ [fsu63@fsu.fr](mailto:fsu63@fsu.fr)



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN